

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/203385]

Extrait de l'arrêt n° 76/2018 du 21 juin 2018

Numéro du rôle : 6491

En cause : le recours en annulation de la loi du 29 janvier 2016 relative à l'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive, introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

La Cour constitutionnelle,

composée du président J. Spreutels, du juge L. Lavrysen, faisant fonction de président, et des juges J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, R. Leysen et J. Moerman, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 août 2016 et parvenue au greffe le 12 août 2016, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me M. Neve et Me Z. Maglioni, avocats au barreau de Liège, a introduit un recours en annulation de la loi du 29 janvier 2016 relative à l'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive (publiée au *Moniteur belge* du 19 février 2016, quatrième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Le recours en annulation a pour objet la loi du 29 janvier 2016 « relative à l'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive ».

B.2.1. L'article 2 de la loi du 29 janvier 2016 insère les mots « par vidéoconférence ou non lorsque l'inculpé se trouve en détention préventive » dans l'article 127 du Code d'instruction criminelle qui, à la suite de cette modification, dispose :

« § 1^{er}. Lorsque le juge d'instruction juge son instruction terminée, il communique le dossier au procureur du Roi.

Si le procureur du Roi ne requiert pas l'accomplissement d'autres devoirs, il prend des réquisitions en vue du règlement de la procédure par la chambre du conseil.

§ 2. La chambre du conseil fait indiquer, quinze jours au moins d'avance, dans un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution. Ce délai est réduit à trois jours lorsqu'un des inculpés est en détention préventive. [...]

[...]

§ 4. La chambre du conseil statue sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi, la partie civile et l'inculpé entendus.

Les parties peuvent se faire assister d'un conseil ou être représentées par lui. La chambre du conseil peut néanmoins ordonner la comparution personnelle des parties, par vidéoconférence ou non lorsque l'inculpé se trouve en détention préventive. Cette ordonnance n'est pas susceptible de recours. L'ordonnance est signifiée à la partie qu'elle concerne à la requête du procureur du Roi et emporte citation à comparaître à la date fixée. Si ladite partie ne comparaît pas, la chambre du conseil statue et l'ordonnance est réputée contradictoire.

[...] ».

B.2.2.1. Les articles 3 à 6 de la loi du 29 janvier 2016 insèrent, dans plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle, une phrase libellée comme suit :

« La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence ».

B.2.2.2. A la suite de sa modification par l'article 3 de cette loi, l'article 135 du Code d'instruction criminelle dispose :

« § 1^{er}. Le ministère public et la partie civile peuvent interjeter appel de toutes les ordonnances de la chambre du conseil.

[...]

§ 3. L'appel est interjeté dans un délai de quinze jours par une déclaration faite au greffe du tribunal qui a rendu l'ordonnance. Ce délai court à compter du jour de l'ordonnance.

[...]

Le greffier donne avis aux parties et à leurs conseils, par télécopie ou par lettre recommandée à la poste, des lieu, jour et heure de l'audience. Le dossier est mis à leur disposition quinze jours au moins avant l'audience.

La chambre des mises en accusation statue sur l'appel, le procureur général, les parties et leurs conseils entendus.

Elle entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations.

La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence.

§ 4. Lorsque toutefois l'un des inculpés est détenu, l'appel est interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui court contre le ministère public et contre chacune des parties, à compter du jour où la décision est rendue ».

B.2.2.3. A la suite de sa modification par l'article 4 de la loi du 29 janvier 2016, l'article 136bis du Code d'instruction criminelle dispose :

« Le procureur du Roi fait rapport au procureur général de toutes les affaires sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué dans l'année à compter du premier réquisitoire.

S'il l'estime nécessaire pour le bon déroulement de l'instruction, la légalité ou la régularité de la procédure, le procureur général prend, à tout moment, devant la chambre des mises en accusation, les réquisitions qu'il juge utiles.

Dans ce cas, la chambre des mises en accusation peut, même d'office, prendre les mesures prévues par les articles 136, 235 et 235bis.

Le procureur général est entendu.

La chambre des mises en accusation peut entendre le juge d'instruction en son rapport, hors la présence des parties si elle l'estime utile. Elle peut également entendre la partie civile, l'inculpé et leurs conseils, sur convocation qui leur est notifiée par le greffier, par télécopie ou par lettre recommandée à la poste, au plus tard quarante-huit heures avant l'audience.

La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence ».

B.2.2.4. A la suite de sa modification par l'article 5 de la loi du 29 janvier 2016, l'article 235bis du Code d'instruction criminelle qui concerne la Cour d'assises dispose :

« § 1^{er}. Lors du règlement de la procédure, la chambre des mises en accusation contrôle, sur la réquisition du ministère public ou à la requête d'une des parties, la régularité de la procédure qui lui est soumise. Elle peut même le faire d'office.

§ 2. La chambre des mises en accusation agit de même, dans les autres cas de saisine.

§ 3. Lorsque la chambre des mises en accusation contrôle d'office la régularité de la procédure et qu'il peut exister une cause de nullité, d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle ordonne la réouverture des débats.

§ 4. La chambre des mises en accusation entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations et ce, que le contrôle du règlement de la procédure ait lieu sur la réquisition du ministère public ou à la requête d'une des parties. La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence.

§ 5. Les irrégularités, omissions ou causes de nullités visées à l'article 131, § 1^{er}, ou relatives à l'ordonnance de renvoi, et qui ont été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent plus l'être devant le juge du fond, sans préjudice des moyens touchant à l'appréciation de la preuve. Il en va de même pour les causes d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, sauf lorsqu'elles ne sont acquises que postérieurement aux débats devant la chambre des mises en accusation. Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables à l'égard des parties qui ne sont appelées dans l'instance qu'après le renvoi à la juridiction de jugement, sauf si les pièces sont retirées du dossier conformément à l'article 131, § 2, ou au § 6, du présent article.

§ 6. Lorsque la chambre des mises en accusation constate une irrégularité, omission ou cause de nullité visée à l'article 131, § 1^{er}, ou une cause d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle prononce, le cas échéant, la nullité de l'acte qui en est entaché et de tout ou partie de la procédure ultérieure. Les pièces annulées sont retirées du dossier et déposées au greffe du tribunal de première instance. La chambre des mises en accusation statue, dans le respect des droits des autres parties, dans quelle mesure les pièces déposées au greffe peuvent encore être consultées lors de la procédure pénale et utilisées par une partie. La chambre des mises en accusation indique dans sa décision à qui il faut rendre les pièces ou ce qu'il advient des pièces annulées ».

B.2.2.5. A la suite de sa modification par l'article 6 de la loi du 29 janvier 2016, l'article 235ter du Code d'instruction criminelle dispose :

« § 1^{er}. La chambre des mises en accusation est chargée de contrôler [...] la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration et l'application de la mesure visée à l'article 46sexies si un dossier confidentiel a été ouvert dans ce cadre.

Dès la clôture de l'information dans laquelle ces méthodes ont été utilisées et avant que le ministère public ne procède à la citation directe, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration et de la mesure visée à l'article 46sexies.

Dès le moment où le juge d'instruction communique son dossier au procureur du Roi en vertu de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration et de la mesure visée à l'article 46sexies qui ont été appliquées dans le cadre de l'instruction ou de l'information qui l'a précédée.

§ 2. La chambre des mises en accusation se prononce dans les trente jours de la réception de la réquisition du ministère public. Ce délai est ramené à huit jours si l'un des inculpés se trouve en détention préventive.

La chambre des mises en accusation entend, séparément et en l'absence des parties, le procureur général en ses observations.

Elle entend séparément les parties civiles et les inculpés, en présence du procureur général, après convocation qui leur est notifiée par le greffier par télécopie ou par lettre recommandée à la poste au plus tard quarante-huit heures avant l'audience. Le greffier les informe également dans cette convocation, que le dossier répressif est mis à leur disposition au greffe, en original ou en copie pour consultation pendant cette période. La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé qui se trouve en détention préventive comparaitra par vidéoconférence.

Pour les méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration et la mesure visée à l'article 46sexies, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47sexies, § 3, 6^o, et 47octies, § 3, 6^o, et l'officier de police judiciaire chargé de diriger la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 46sexies.

La chambre des mises en accusation peut charger le juge d'instruction d'entendre les fonctionnaires de police chargés d'exécuter l'observation et l'infiltration, le civil visé à l'article 47octies, § 1^{er}, alinéa 2, en application des articles 86bis et 86ter, les fonctionnaires de police chargés de la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 46sexies et le civil visé à l'article 46sexies, § 1^{er}, alinéa 2. Elle peut décider d'être présente à l'audition menée par le juge d'instruction ou de déléguer un de ses membres à cet effet.

§ 3. Le ministère public soumet au président de la chambre des mises en accusation le dossier confidentiel visé aux articles 46sexies, § 3, alinéa 7, 47septies, § 1^{er}, alinéa 2, ou 47novies, § 1^{er}, alinéa 2, qui porte sur l'information ou sur l'instruction visée au § 1^{er}. Seuls les magistrats de la chambre des mises en accusation ont le droit de consulter ce dossier confidentiel.

Le président de la chambre des mises en accusation prend les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection du dossier confidentiel. Il le restitue immédiatement au ministère public après en avoir pris connaissance.

§ 4. L'arrêt de la chambre des mises en accusation ne peut pas faire mention du contenu du dossier confidentiel, ni du moindre élément susceptible de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur, des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation, de l'infiltration ou de la mesure visée à l'article 46sexies, et du civil visé aux articles 46sexies, § 1^{er}, alinéa 3, et 47octies, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 5. Il est procédé pour le surplus conformément à l'article 235bis, § 5 et 6 ».

B.3.1. L'article 7 de la loi du 29 janvier 2016 insère les mots « , par vidéoconférence ou non, » dans l'article 23 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive qui, à la suite de cette modification, dispose :

« Pour l'application des articles 21 et 22 les règles suivantes doivent être observées :

1° la procédure se déroule à huis clos, ce dont il est fait mention dans la décision;

2° l'inculpé comparait en personne ou représenté par un avocat. La chambre du conseil peut, sans que sa décision puisse faire l'objet d'aucun recours, ordonner la comparution en personne, par vidéoconférence ou non, au moins trois jours avant la comparution. Cette décision est signifiée à la partie concernée à la requête du ministère public. Si l'inculpé ou son avocat ne comparait pas, il est statué en leur absence;

3° à tous les stades de la procédure, la chambre du conseil peut, si la qualification des faits visés au mandat d'arrêt lui paraît inadéquate, la modifier après avoir donné aux parties l'occasion de s'en expliquer. Elle ne peut y substituer d'autres faits;

4° la chambre du conseil doit répondre aux conclusions des parties. Si celles-ci, dans leurs conclusions, contestent, en faisant état d'élément de fait, l'existence d'indices sérieux de culpabilité, la chambre du conseil doit, si elle maintient la détention, préciser quels sont les éléments qui lui paraissent constituer de tels indices ».

B.3.2. L'article 8 de la loi du 29 janvier 2016 insère une deuxième phrase au troisième paragraphe de l'article 30 de la loi du 20 juillet 1990, qui, à la suite de cette modification, dispose :

« § 1^{er}. L'inculpé, le prévenu ou l'accusé, et le ministère public peuvent faire appel devant la chambre des mises en accusation, des ordonnances de la chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les articles 21, 22 et 28. S'il s'agit d'un jugement du tribunal correctionnel ou du tribunal de police, rendu conformément à l'article 27, il est statué sur l'appel, selon le cas, par la chambre des appels correctionnels ou par le tribunal correctionnel siégeant en degré d'appel.

§ 2. L'appel doit être interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui court contre le ministère public à compter du jour de la décision et contre l'inculpé, le prévenu ou l'accusé, du jour où elle lui est signifiée dans les formes prévues à l'article 18.

Cette signification est faite dans les vingt-quatre heures. L'acte de signification contient avertissement à l'inculpé du droit qui lui est accordé d'appeler et du terme dans lequel il doit être exercé.

La déclaration d'appel est faite au greffe du tribunal qui a rendu la décision attaquée, et est consignée au registre des appels en matière correctionnelle.

Les pièces sont, s'il y a lieu, transmises par le procureur du Roi au procureur général près la cour d'appel.

Le conseil de l'inculpé est avisé par le greffier de la juridiction d'appel.

§ 3. Il est statué sur l'appel toutes affaires cessantes, le ministère public et l'inculpé, le prévenu ou l'accusé et/ou son conseil entendus. La chambre des mises en accusation peut décider que l'inculpé comparaitra par vidéoconférence.

L'inculpé reste en détention jusqu'à la décision sur l'appel pourvu qu'elle intervienne dans les quinze jours de la déclaration d'appel; l'inculpé est mis en liberté si la décision n'est pas rendue dans ce délai.

Les règles prévues à l'article 23, 1° à 4°, sont d'application à la procédure devant la chambre des mises en accusation.

§ 4. La juridiction d'appel statue en tenant compte des circonstances de la cause au moment de sa décision. Si la chambre des mises en accusation, dans les cas des articles 21, 22 et 28, décide de maintenir la détention préventive, l'arrêt forme un titre de privation de liberté pour un mois à partir de la décision si elle porte sur la première ou la deuxième ordonnance de la chambre du conseil ou pour deux mois à partir de la décision si elle porte une ordonnance subséquente.

Si, à la suite de l'application des articles 135 et 235 du Code d'instruction criminelle, la chambre des mises en accusation saisit un magistrat instructeur et que l'inculpé est détenu, la chambre des mises en accusation statue sur la détention préventive par un arrêt séparé qui, en cas de maintien de la détention préventive, forme titre de détention pour deux mois ».

B.4. L'article 9 de la loi du 29 janvier 2016 dispose :

« Le Roi détermine les modalités d'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés qui se trouvent en détention préventive ».

Quant à l'intérêt de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone

B.5. L'article 142, alinéa 3, de la Constitution et l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle requièrent que toute personne morale qui introduit un recours en annulation justifie d'un intérêt.

Ne justifie de l'intérêt requis que la personne morale dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

Cet intérêt doit exister au moment de l'introduction de la requête et subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt.

B.6.1. Au moment de l'introduction du recours, l'article 495 du Code judiciaire disposait :

« L'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies ont, chacun en ce qui concerne les barreaux qui en font partie, pour mission de veiller à l'honneur, aux droits et aux intérêts professionnels communs de leurs membres et sont compétents en ce qui concerne l'aide juridique, le stage, la formation professionnelle des avocats-stagiaires et la formation de tous les avocats appartenant aux barreaux qui en font partie.

[Ils] prennent les initiatives et les mesures utiles en matière de formation, de règles disciplinaires et de loyauté professionnelle ainsi que pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable.

[Chacun d'eux] peut faire, en ces matières, des propositions aux autorités compétentes ».

Cette disposition habilite notamment l'Ordre des barreaux francophones et germanophone à demander l'annulation de dispositions législatives susceptibles de porter atteinte aux intérêts du justiciable.

B.6.2. Les articles 2 à 8 de la loi du 29 janvier 2016 attribuent à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation le pouvoir de décider qu'un inculpé détenu comparaitra devant la juridiction au moyen de la technique de la vidéoconférence. L'article 9 de la même loi habilite le Roi à déterminer les modalités d'utilisation de cette technique.

Les dispositions attaquées peuvent dès lors affecter directement et défavorablement les intérêts des avocats et des justiciables. L'Ordre des barreaux francophones et germanophone justifie donc de l'intérêt requis au recours.

B.7. Le recours en annulation est recevable.

Quant au premier moyen

B.8.1. La Cour est invitée à statuer sur la compatibilité des articles 2 à 9 de la loi du 29 janvier 2016 avec les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 49 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.8.2. L'article 49.1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée ».

B.8.3. L'article 51.1 de la même Charte dispose :

« Les dispositions de la présente Charte s'adressent [...] aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. En conséquence, ils respectent les droits, observent les principes et en promeuvent l'application, conformément à leurs compétences respectives et dans le respect des limites des compétences de l'Union telles qu'elles lui sont conférées dans les traités ».

B.8.4. La loi du 29 janvier 2016 n'a pas pour objet de mettre en œuvre le droit de l'Union européenne.

Elle ne pourrait donc être jugée incompatible avec l'article 49.1 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.9.1. Il ressort de l'exposé du moyen que la Cour est aussi invitée à statuer sur la compatibilité des articles 2 à 8 de la loi du 29 janvier 2016 avec les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que, faute d'énoncer les motifs pour lesquels un inculpé en détention préventive doit comparaître par vidéoconférence, ces dispositions législatives confèrent un pouvoir d'appréciation trop large à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation.

B.9.2.1. L'article 12, alinéa 2, de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit ».

L'article 14 de la Constitution dispose :

« Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi ».

B.9.2.2. L'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise ».

L'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier ».

B.9.3. Ni les articles 2 à 8 de la loi du 29 janvier 2016, ni les dispositions du Code d'instruction criminelle ou de la loi du 20 juillet 1990 que ces articles modifient, n'ont pour objet de déterminer, en application de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, les « cas » dans lesquels une poursuite est autorisée dès lors qu'ils n'érigent pas en infraction certains comportements ni n'empêchent la poursuite de comportements incriminés. Ces textes n'établissent pas non plus une peine au sens de l'article 14 de la Constitution.

En conférant à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation le pouvoir de décider qu'un inculpé en détention préventive devra comparaître par vidéoconférence, les dispositions attaquées règlent la « forme » des poursuites visée à l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.9.4. En ce qu'il dispose que nul ne peut être poursuivi que dans la « forme » que la loi prescrit, l'article 12, alinéa 2, de la Constitution énonce les principes de la légalité et de la prévisibilité de la procédure pénale.

Le principe de la légalité n'oblige pas le pouvoir législatif à régler lui-même chaque aspect de la procédure pénale. Il n'empêche pas l'attribution d'un pouvoir d'appréciation au juge pour tenir compte du caractère de généralité des dispositions législatives et de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent.

Le principe de prévisibilité garantit à chacun qu'il ne pourra faire l'objet d'une information, d'une instruction et de poursuites que selon une procédure établie par la loi et dont il peut prendre connaissance avant sa mise en œuvre.

B.9.5. En ce qu'ils garantissent les principes de la légalité et de la prévisibilité de la procédure pénale, l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont une portée analogue à l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

Les garanties fournies par ces dispositions forment, dès lors, dans cette mesure, un ensemble indissociable.

B.9.6.1. Les dispositions attaquées n'énoncent pas les motifs sur la base desquels la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation peut ordonner la comparution par vidéoconférence d'un inculpé en détention préventive, sans avoir obtenu le consentement de celui-ci. Il appartient à ces juridictions de statuer « au cas par cas » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6).

B.9.6.2. L'attribution de ce pouvoir à ces juridictions a, certes, été justifiée par le souci de réduire le « coût important » du transport de l'inculpé de la prison vers le « palais de justice » et de diminuer les « risques » pour la « sécurité » inhérents à ce type de transport, tels que les risques d'évasion (*ibid.*, DOC 54-0993/001, p. 3; *ibid.*, DOC 54-0993/004, p. 3; *CRI*, Chambre, 21 janvier 2016, pp. 46-47).

Telles qu'elles sont libellées, les dispositions attaquées n'interdisent cependant pas à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation d'ordonner la comparution d'un inculpé en détention préventive pour des motifs qui n'ont pas de lien avec l'objectif poursuivi par ces dispositions.

Au surplus, le coût du transport d'un détenu, dont il est question dans les travaux préparatoires des dispositions attaquées, ne peut justifier en soi la décision de la chambre du conseil ou de la chambre des mises en accusation d'ordonner la comparution par vidéoconférence d'un inculpé en détention préventive. Une telle décision doit, en effet, poursuivre un autre « but légitime, tel qu'un risque pour l'ordre public ou la sécurité des témoins » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6) ou « la réduction des délais liés aux transferts des détenus, et donc [...] la simplification et [...] l'accélération des procès pénaux » (CEDH, 5 octobre 2006, *Marcello Viola* c. Italie, § 70; CEDH, 16 février 2016, *Yevdokimov* e.a. c. Russie, § 43).

C'est au pouvoir législatif qu'il appartient toutefois de déterminer expressément les cas dans lesquels ces juridictions peuvent ordonner une telle comparution.

Il résulte de ce qui précède que le pouvoir d'appréciation conféré à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation à propos de la comparution par vidéoconférence de l'inculpé en détention préventive ne permet pas à celui-ci de prévoir, à suffisance, les motifs pour lesquels la juridiction pourrait décider de lui ordonner de comparaître par vidéoconférence et n'exclut dès lors pas l'adoption de décisions juridictionnelles non prévisibles.

B.10.1. Il ressort de l'exposé du moyen que la Cour est, ensuite, invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 9 de la loi du 29 janvier 2016 avec les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que, en conférant au Roi le pouvoir de déterminer les modalités d'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive, cette disposition législative contient une délégation au Roi incompatible avec le principe de la légalité de la procédure pénale.

B.10.2. L'article 9 de la loi du 29 janvier 2016 n'a pas pour objet de déterminer, en application de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, les « cas » dans lesquels une poursuite est autorisée dès lors qu'il n'érige pas en infraction certains comportements ni n'empêche la poursuite de comportements incriminés. Cette disposition n'établit pas non plus de peine au sens de l'article 14 de la Constitution.

En conférant au Roi le pouvoir de déterminer les modalités d'utilisation de la vidéoconférence pour certains inculpés, la disposition attaquée règle la « forme » des poursuites visée à l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.10.3. Le principe de la légalité de la procédure pénale n'empêche pas une délégation au Roi pour autant que cette habilitation soit définie en des termes suffisamment précis et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le pouvoir législatif.

B.10.4.1. Si l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme n'est en principe pas applicable au cours de la phase préalable à la procédure pénale devant les juridictions qui statuent sur le bien-fondé de l'action publique, il convient d'avoir égard au fait que les exigences de l'article 6 peuvent jouer un rôle avant la saisine du juge du fond si et dans la mesure où leur inobservation initiale risque de compromettre gravement le caractère équitable du procès (CEDH, 24 novembre 1993, *Imbrioscia* c. Suisse, § 36). L'article 6 précité ainsi que l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantissent en effet à toute personne qui se trouve en détention préventive le droit à un procès équitable puisque le droit à la liberté individuelle constitue un droit de caractère civil au sens de l'article 6 de cette Convention.

La comparution d'un inculpé revêt une « importance capitale dans l'intérêt d'un procès pénal équitable et juste », en raison notamment de son droit à être entendu et de la nécessité de contrôler l'exactitude de ses affirmations (CEDH, 5 octobre 2006, *Marcello Viola* c. Italie, § 50; 27 novembre 2007, *Asciutto* c. Italie, § 57).

Le droit d'un inculpé à un procès équitable comprend le « droit de participer réellement à son procès », ce qui « inclut en principe, entre autres, le droit non seulement d'y assister, mais aussi d'entendre et suivre les débats » (CEDH, 5 octobre 2006, *Marcello Viola* c. Italie, § 53; 27 novembre 2007, *Zagaria* c. Italie, § 28; 27 novembre 2007, *Asciutto* c. Italie, § 57). Il comprend aussi le droit de « se défendre lui-même » ou d'« avoir l'assistance d'un défenseur de son choix » (article 6.3, c), de la Convention européenne des droits de l'homme), ce qui suppose le droit de « communiquer avec son avocat hors de portée d'ouïe d'un tiers » qui constitue une « exigence élémentaire du procès équitable » (CEDH, grande chambre, 2 novembre 2010, *Sakhnovski* c. Russie, § 97). L'utilité de l'assistance d'un avocat serait fortement réduite s'il ne lui était pas possible de s'entretenir avec son client sans « surveillance » et d'en recevoir des « instructions confidentielles » (CEDH, grande chambre, 2 novembre 2010, *Sakhnovski* c. Russie, § 97). Le droit à être effectivement défendu par un avocat figure parmi les éléments fondamentaux du procès équitable (CEDH, 5 octobre 2006, *Marcello Viola* c. Italie, § 59; 27 novembre 2007, *Asciutto* c. Italie, § 58).

La participation d'un inculpé à la procédure pénale par vidéoconférence n'est compatible avec le droit à un procès équitable et public que si le recours à cette technique de communication poursuit un but légitime, et si l'inculpé est en mesure de suivre la procédure, d'être entendu sans obstacles techniques, et de communiquer de manière effective et confidentielle avec son avocat (CEDH, 5 octobre 2006, *Marcello Viola* c. Italie, § 67; grande chambre, 2 novembre 2010, *Sakhnovski* c. Russie, § 98).

B.10.4.2. Lors des travaux préparatoires de la loi du 29 janvier 2016, une députée a précisé que, au moment de déterminer, en application de l'article 9 de cette loi, les modalités d'utilisation de la vidéoconférence, le Roi devrait tenir compte de la nécessité de permettre à la chambre du conseil ou à la chambre des mises en accusation qui déciderait la comparution par vidéoconférence de mener un « débat interactif » autorisant l'inculpé à « intervenir dans le débat » et à « suivre l'audience 'live' », ainsi que de la nécessité de permettre à l'inculpé de « s'entretenir de manière confidentielle avec son avocat » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6; Chambre, 2015-2016, 21 janvier 2016, CRIV 54 PLEN 095, p. 48). La même députée estimait que le Roi devrait permettre à l'avocat qui se trouve en salle d'audience de « s'entretenir personnellement par téléphone » avec le « détenu qui se trouve en prison » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6).

Lors de ces mêmes travaux, le ministre de la Justice a aussi souligné que « les circonstances d'une vidéoconférence doivent être équivalentes à celles d'une comparution personnelle dans un seul local » et qu'une « vidéoconférence en matière pénale requiert une installation relativement sophistiquée devant répondre aux normes de qualité les plus élevées » et doit permettre au « client » et à l'« avocat » de « s'entretenir de manière confidentielle » et au juge d'« être en mesure de voir simultanément les différentes parties » (*ibid.*, p. 7). Il a aussi renvoyé au « cadre [...] fixé » à la suite d'une « demande de la Commission européenne » (*ibid.*, p. 7) et considéré que l'arrêté royal à adopter en exécution de l'article 9 de la loi du 29 janvier 2016 pouvait prévoir « que l'avocat et le suspect doivent être ensemble » (*ibid.*, p. 7).

B.10.4.3. Ces précisions ne sont toutefois pas reprises dans la loi, alors qu'il s'agit d'éléments relatifs à la comparution par vidéoconférence qui sont essentiels au regard des exigences du droit au procès équitable rappelées en B.10.4.1.

Ni l'article 9 de la loi du 29 janvier 2016, ni aucune autre disposition législative ne garantit à l'inculpé qui se trouve en détention préventive et que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation oblige à comparaître par vidéoconférence qu'il sera en mesure, de manière effective, de participer à la procédure, d'être entendu sans obstacles techniques et de communiquer de manière confidentielle avec son avocat.

La loi ne dit rien non plus concernant la place de l'avocat de l'inculpé qui se trouve en détention préventive en cas de comparution obligatoire de son client par vidéoconférence. Elle ne précise pas si cet avocat sera, lors des débats, tenu d'être physiquement présent dans la même salle que les membres de la juridiction appelée à trancher ou s'il pourra se trouver au même endroit que son client. Elle ne contient pas non plus de garanties quant à la manière dont celui-ci pourrait s'entretenir, de manière confidentielle, avec son conseil si ce dernier ne pouvait se trouver physiquement à ses côtés.

La disposition attaquée n'encadre pas davantage le pouvoir conféré au Roi par une référence aux « normes de qualité » ou au « cadre » conçu à l'initiative de l'Union européenne dont il est question dans ses travaux préparatoires.

B.10.4.4. En l'habilitant à régler les « modalités d'utilisation de la vidéoconférence », l'article 9 de la loi du 29 janvier 2016 confère donc au Roi un pouvoir qui excède l'exécution d'éléments essentiels préalablement fixés par le pouvoir législatif.

B.11. Il ressort de ce qui précède que les articles 2 à 9 de la loi du 29 janvier 2016 violent l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Le premier moyen est, dans cette mesure, fondé.

La loi attaquée doit donc être annulée.

Par ces motifs,

la Cour

annule la loi du 29 janvier 2016 relative à l'utilisation de la vidéoconférence pour la comparution d'inculpés en détention préventive.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 juin 2018.

Le greffier,
F. Meersschaut

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/203385]

Uittreksel uit arrest nr. 76/2018 van 21 juni 2018

Rolnummer 6491

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 29 januari 2016 betreffende het gebruik van videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis, ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit voorzitter J. Spreutels, rechter L. Lavrysen, waarnemend voorzitter, en de rechters J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, R. Leysen en J. Moerman, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 11 augustus 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 augustus 2016, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Neve en Mr. Z. Maglioni, advocaten bij de balie te Luik, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 29 januari 2016 betreffende het gebruik van videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 2016, vierde editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Het beroep tot vernietiging heeft betrekking op de wet van 29 januari 2016 « betreffende het gebruik van videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis ».

B.2.1. Bij artikel 2 van de wet van 29 januari 2016 worden de woorden « al dan niet in een videoconferentie indien de inverdenkinggestelde zich in voorlopige hechtenis bevindt » ingevoegd in artikel 127 van het Wetboek van strafvordering, dat na die wijziging bepaalt :

« § 1. Wanneer de onderzoeksrechter oordeelt dat zijn onderzoek voltooid is, zendt hij het dossier over aan de procureur des Konings.

Indien de procureur des Konings geen andere onderzoekshandelingen vordert, vordert hij de regeling van de rechtspleging door de raadkamer.

§ 2. De raadkamer laat ten minste vijftien dagen vooraf in een daartoe bestemd register ter griffie melding maken van plaats, dag en uur van verschijning. De termijn wordt teruggebracht tot drie dagen indien een van de inverdenkinggestelden zich in voorlopige hechtenis bevindt. [...]

[...]

§ 4. De raadkamer doet uitspraak op verslag van de onderzoeksrechter na de procureur des Konings, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde gehoord te hebben.

De partijen kunnen bijgestaan of vertegenwoordigd worden door een advocaat. De raadkamer kan evenwel de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen, al dan niet in een videoconferentie indien de inverdenkinggestelde zich in voorlopige hechtenis bevindt. Tegen deze beschikking staat geen rechtsmiddel open. De beschikking wordt betekend aan de desbetreffende partij op vordering van de procureur des Konings en brengt dagvaarding mee om te verschijnen op de vastgestelde datum. Als deze partij niet verschijnt, wordt uitspraak gedaan en geldt de beschikking als op tegenspraak gewezen.

[...] ».

B.2.2.1. Bij de artikelen 3 tot 6 van de wet van 29 januari 2016 wordt in verscheidene bepalingen van het Wetboek van strafvordering een zin ingevoegd, luidende :

« De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt ».

B.2.2.2. Na de wijziging ervan bij artikel 3 van die wet bepaalt artikel 135 van het Wetboek van strafvordering :

« § 1. Het openbaar ministerie en de burgerlijke partij kunnen hoger beroep instellen tegen alle beschikkingen van de raadkamer.

[...]

§ 3. Het hoger beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen door een verklaring ter griffie van de rechtbank die de beschikking heeft gewezen. Deze termijn gaat in op de dag waarop de beschikking is gewezen.

[...]

De griffier stelt de partijen en hun advocaten per faxpost of bij een ter post aangetekende brief in kennis van plaats, dag en uur van de zitting. Het dossier wordt ten laatste vijftien dagen voor de zitting ter beschikking gesteld.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak over het hoger beroep, nadat de procureur-generaal, de partijen en hun advocaten zijn gehoord.

Zij hoort, in openbare terechtzetting indien ze op vraag van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt.

§ 4. Wanneer echter een van de inverdenkinggestelden van zijn vrijheid is beroofd, dan wordt het hoger beroep ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren, die ten aanzien van het openbaar ministerie en elk van de partijen, begint te lopen vanaf de dag waarop de beschikking is gewezen ».

B.2.2.3. Na de wijziging ervan bij artikel 4 van de wet van 29 januari 2016 bepaalt artikel 136*bis* van het Wetboek van strafvordering :

« De procureur des Konings doet verslag aan de procureur-generaal omtrent alle zaken waarover de raadkamer geen uitspraak heeft gedaan binnen een jaar te rekenen van de eerste vordering.

Indien hij oordeelt dat het noodzakelijk is voor het goede verloop van het onderzoek, de wettigheid of de regelmatigheid van de procedure, doet de procureur-generaal te allen tijde voor de kamer van inbeschuldigingstelling de vorderingen die hij nuttig acht.

In dat geval kan de kamer van inbeschuldigingstelling, zelfs ambtshalve, de bij de artikelen 136, 235 en 235*bis* bepaalde maatregelen nemen.

De procureur-generaal wordt gehoord.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de onderzoeksrechter in zijn verslag horen, buiten de aanwezigheid van de partijen indien zij dat nuttig acht. Zij kan eveneens de burgerlijke partij, de inverdenkinggestelde en hun advocaten horen, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achtenveertig uur voor de zitting per faxpost of bij een ter post aangetekende brief wordt gedaan.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt ».

B.2.2.4. Na de wijziging ervan bij artikel 5 van de wet van 29 januari 2016 bepaalt artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering dat het hof van assisen betreft :

« § 1. Bij de regeling van de rechtspleging onderzoekt de kamer van inbeschuldigingstelling, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van een van de partijen, de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure. Zij kan dit zelfs ambtshalve doen.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling handelt op dezelfde wijze in de andere gevallen waarin ze kennis neemt van de zaak.

§ 3. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling ambtshalve de regelmatigheid van de rechtspleging onderzoekt en er een nietigheid, een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering kan bestaan, beveelt ze de debatten te heropenen.

§ 4. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, in openbare terechtzitting indien ze op verzoek van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde, en zulks ongeacht of het toezicht op de regeling van de rechtspleging gebeurt op verzoek van een partij dan wel op vordering van het openbaar ministerie. De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt.

§ 5. De onregelmatigheden, verzuimen of nietigheden als bedoeld in artikel 131, § 1, of met betrekking tot de verwijzingsbeschikking die door de kamer van inbeschuldigingstelling zijn onderzocht, kunnen niet meer opgeworpen worden voor de feitenrechter, behoudens de middelen die verband houden met de bewijswaardering. Hetzelfde geldt voor de gronden van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering, behalve wanneer ze zijn ontstaan na de debatten voor de kamer van inbeschuldigingstelling. De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing ten aanzien van de partijen die pas na de verwijzing naar het vonnisgerecht in de rechtspleging betrokken zijn, behalve indien de stukken uit het dossier worden verwijderd overeenkomstig artikel 131, § 2, of overeenkomstig § 6 van dit artikel.

§ 6. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling een onregelmatigheid, verzuim of nietigheid als bedoeld in artikel 131, § 1, of een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering vaststelt, spreekt zij, als daartoe grond bestaat, de nietigheid uit van de handeling die erdoor is aangetast en van een deel of het geheel van de erop volgende rechtspleging. Nietigverklaarde stukken worden uit het dossier verwijderd en neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg. De kamer van inbeschuldigingstelling oordeelt, met inachtneming van de rechten van de andere partijen, in welke mate de ter griffie neergelegde stukken nog in de strafprocedure mogen worden ingezien en aangewend door een partij. De kamer van inbeschuldigingstelling geeft in haar beslissing aan, aan wie de stukken moeten worden teruggegeven, dan wel wat er gebeurt met de nietigverklaarde stukken ».

B.2.2.5. Na de wijziging ervan bij artikel 6 van de wet van 29 januari 2016 bepaalt artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering :

« § 1. De kamer van inbeschuldigingstelling is belast met de controle [...] over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie, en over de toepassing van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* indien daarbij een vertrouwelijk dossier werd aangelegd.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* bij het afsluiten van het opsporingsonderzoek waarin deze methoden werden toegepast en alvorens het openbaar ministerie tot rechtstreekse dagvaarding overgaat.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt op het ogenblik dat de onderzoeksrechter zijn dossier aan de procureur des Konings overzendt krachtens artikel 127, § 1, eerste lid, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en van de maatregel bedoeld in artikel 46*sexies* die werden toegepast in het kader van het gerechtelijk onderzoek of in het daaraan voorafgaande opsporingsonderzoek.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van de vordering van het openbaar ministerie. Deze termijn wordt teruggebracht tot acht dagen indien één van de inverdenkinggestelden zich in voorlopige hechtenis bevindt.

De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen, de opmerkingen van de procureur-generaal.

Zij hoort, in aanwezigheid van de procureur-generaal, afzonderlijk de burgerlijke partijen en de inverdenkinggestelden, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achtenveertig uur vóór de zitting per faxpost of bij een ter post aangetekende brief wordt gedaan. De griffier stelt hen in dezelfde post eveneens ter kennis dat het strafdossier tijdens deze periode op de griffie in origineel of in kopie ter inzage ligt. De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde die zich in voorlopige hechtenis bevindt in een videoconferentie verschijnt.

Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie en de maatregel bedoeld in artikel 46sexies, de onderzoeksrechter, de in de artikelen 47sexies, § 3, 6°, en 47octies, § 3, 6°, bedoelde officier van gerechtelijke politie, en de officier van gerechtelijke politie belast met de leiding over de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 46sexies, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de onderzoeksrechter gelasten de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie en infiltratie, en de in artikel 47octies, § 1, tweede lid, bedoelde burger, de politieambtenaren belast met de uitvoering van de maatregel bedoeld in artikel 46sexies, en de in artikel 46sexies, § 1, tweede lid, bedoelde burger te horen met toepassing van de artikelen 86bis en 86ter. Zij kan beslissen bij het verhoor door de onderzoeksrechter aanwezig te zijn of één van haar leden daartoe af te vaardigen.

§ 3. Het openbaar ministerie legt aan de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling het vertrouwelijk dossier voor bedoeld in de artikelen 46sexies, § 3, zevende lid, 47septies, § 1, tweede lid, of 47novies, § 1, tweede lid, dat betrekking heeft op het opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek bedoeld in § 1. Enkel de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling hebben het recht dit vertrouwelijk dossier in te zien.

De voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling neemt de nodige maatregelen ter beveiliging van het vertrouwelijk dossier. Hij bezorgt het vertrouwelijk dossier, na kennisname ervan, onmiddellijk aan het openbaar ministerie terug.

§ 4. In het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling mag geen gewag worden gemaakt van de inhoud van het vertrouwelijk dossier, noch van enig element dat de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de positionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie, de infiltratie of de maatregel bedoeld in artikel 46sexies, en de in de artikelen 46sexies, § 1, derde lid, en 47octies, § 1, tweede lid, bedoelde burger in het gedrang kan brengen.

§ 5. Er wordt verder gehandeld overeenkomstig artikel 235bis, § 5 en 6 ».

B.3.1. Bij artikel 7 van de wet van 29 januari 2016 worden de woorden « al dan niet in een videoconferentie » ingevoegd in artikel 23 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, dat na die wijziging bepaalt :

« Voor de toepassing van de artikelen 21 en 22 gelden de volgende regels :

1° de rechtspleging verloopt met gesloten deuren, hetgeen wordt vermeld in de beslissing;

2° de verdachte verschijnt persoonlijk of in de persoon van een advocaat. De raadkamer kan de persoonlijke verschijning bevelen al dan niet in een videoconferentie ten minste drie dagen voor de verschijning, zonder dat tegen haar beslissing een rechtsmiddel kan worden ingesteld. Deze beslissing wordt op verzoek van het openbaar ministerie aan de betrokkene betekend. Indien de verdachte of zijn advocaat niet verschijnt, wordt uitspraak gedaan in hun afwezigheid;

3° in elk stadium van de rechtspleging kan de raadkamer, indien zij de kwalificatie van de in het bevel tot aanhouding bedoelde feiten niet passend acht, en na de partijen de gelegenheid te hebben geboden hun standpunt daarover mede te delen, de kwalificatie wijzigen. Zij mag er evenwel geen andere feiten voor in de plaats stellen;

4° de raadkamer moet antwoorden op de conclusies van de partijen. Betwisten de partijen in hun conclusies het bestaan van ernstige aanwijzingen van schuld, onder vermelding van feitelijke gegevens, dan moet de raadkamer, indien zij de voorlopige hechtenis handhaaft, preciseren welke gegevens volgens haar dergelijke aanwijzingen van schuld uitmaken ».

B.3.2. Bij artikel 8 van de wet van 29 januari 2016 wordt een tweede zin ingevoegd in de derde paragraaf van artikel 30 van de wet van 20 juli 1990, dat na die wijziging bepaalt :

« § 1. De verdachte, de beklagde of de beschuldigde en het openbaar ministerie kunnen voor de kamer van inbeschuldigingstelling hoger beroep instellen tegen de beschikkingen van de raadkamer gegeven in de gevallen bedoeld in de artikelen 21, 22 en 28. Over het hoger beroep ingesteld tegen het vonnis van de correctionele rechtbank of van de politierechtbank, gewezen overeenkomstig artikel 27, wordt uitspraak gedaan, naar het geval, door de kamer belast met correctionele zaken in hoger beroep of door de correctionele rechtbank die zitting houdt in hoger beroep.

§ 2. Het hoger beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van vierentwintig uren die, ten aanzien van het openbaar ministerie, begint te lopen vanaf de dag van de beslissing en ten aanzien van de verdachte, de beklagde of de beschuldigde, vanaf de dag waarop die hem betekend is in de vorm bepaald in artikel 18.

Deze betekening wordt gedaan binnen vierentwintig uren. In de akte van betekening wordt aan de verdachte kennis gegeven van het hem toekomende recht van hoger beroep en van de termijn waarbinnen dit recht moet worden uitgeoefend.

De verklaring van hoger beroep wordt gedaan op de griffie van de rechtbank die uitspraak heeft gedaan, en wordt ingeschreven in het register van hoger beroep in correctionele zaken.

De stukken worden, in voorkomend geval, door de procureur des Konings bezorgd aan de procureur-generaal bij het hof van beroep.

Aan de raadsman van de verdachte wordt bericht gegeven door de griffier van het gerecht in hoger beroep.

§ 3. Over het hoger beroep wordt uitspraak gedaan met voorrang boven alle andere zaken, het openbaar ministerie en de verdachte, de beklagde of de beschuldigde en/of zijn raadsman gehoord. De kamer van inbeschuldigingstelling kan beslissen dat de inverdenkinggestelde in een videoconferentie verschijnt.

De verdachte blijft in hechtenis totdat over het hoger beroep is beslist, voor zover dit geschiedt binnen vijftien dagen nadat het beroep is ingesteld; de verdachte wordt in vrijheid gesteld als de beslissing niet gewezen is binnen die termijn.

Op de rechtspleging voor de kamer van inbeschuldigingstelling zijn de bij artikel 23, 1° tot 4°, bepaalde regels van toepassing.

§ 4. Het gerecht dat over het hoger beroep beslist, doet uitspraak rekening houdend met de omstandigheden van de zaak op het ogenblik van zijn uitspraak. Indien de kamer van inbeschuldigingstelling, in de gevallen van de artikelen 21, 22 en 28, beslist dat de voorlopige hechtenis gehandhaafd blijft, levert het arrest een titel van vrijheidsbeneming op voor een maand te rekenen van de beslissing indien zij betrekking heeft op de eerste of de tweede beschikking van de raadkamer, of voor twee maanden te rekenen van de beslissing indien zij betrekking heeft op een daaropvolgende beschikking.

Wanneer, bij toepassing van de artikelen 135 en 235 van het Wetboek van Strafvordering, de kamer van inbeschuldigingstelling een onderzoeksmagistraat met een zaak belast en de inverdenkinggestelde van zijn vrijheid is beroofd, doet de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak over de voorlopige hechtenis in een afzonderlijk arrest dat, in geval van handhaving van de voorlopige hechtenis, geldt als titel van vrijheidsbeneming voor twee maanden ».

B.4. Artikel 9 van de wet van 29 januari 2016 bepaalt :

« De Koning bepaalt de nadere regels omtrent het gebruik van de videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden die zich in voorlopige hechtenis bevinden ».

Ten aanzien van het belang van de « Ordre des barreaux francophones et germanophone »

B.5. Artikel 142, derde lid, van de Grondwet en artikel 2, eerste lid, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang.

Van dat vereiste belang doet slechts blijken de rechtspersoon wiens situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

Dat belang dient te bestaan op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift en dient te blijven bestaan tot de uitspraak van het arrest.

B.6.1. Op het ogenblik van de indiening van het beroep bepaalde artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek :

« De Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophone* hebben, elk voor de balies die er deel van uitmaken, de taak te waken over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van hun leden en zijn bevoegd voor de juridische bijstand, de stage, de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs en de vorming van alle advocaten behorende tot de balies die er deel van uitmaken.

Ze nemen initiatieven en maatregelen die nuttig zijn voor de opleiding, de tuchtrechtelijke regels en de loyaleit in het beroep en voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende.

Elk van beide kan betreffende die aangelegenheden voorstellen doen aan de bevoegde overheden ».

Bij die bepaling wordt met name de « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* » ertoe gemachtigd de vernietiging te vorderen van wettelijke bepalingen die afbreuk kunnen doen aan de belangen van de rechtzoekende.

B.6.2. Bij de artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 januari 2016 wordt aan de raadkamer of aan de kamer van inbeschuldigingstelling de bevoegdheid toegewezen te beslissen dat een gedetineerde in verdenking gestelde voor het rechtscollege zal verschijnen door middel van de techniek van de videoconferentie. Bij artikel 9 van dezelfde wet wordt de Koning ertoe gemachtigd de nadere regels omtrent het gebruik van die techniek te bepalen.

De bestreden bepalingen kunnen derhalve de belangen van de advocaten en rechtzoekenden rechtstreeks en ongunstig raken. De « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* » doet dus blijken van het vereiste belang bij het beroep.

B.7. Het beroep tot vernietiging is ontvankelijk.

Ten aanzien van het eerste middel

B.8.1. Het Hof wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van de artikelen 2 tot 9 van de wet van 29 januari 2016 met de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 49 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.8.2. Artikel 49, lid 1, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

« Niemand mag worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde van het handelen of nalaten. Evenmin mag een zwaardere straf worden opgelegd dan die, die ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was. Indien de wet na het begaan van het strafbare feit in een lichtere straf voorziet, is die van toepassing ».

B.8.3. Artikel 51, lid 1, van hetzelfde Handvest luidt :

« De bepalingen van dit Handvest zijn gericht [...], uitsluitend wanneer zij het recht van de Unie ten uitvoer brengen, tot de lidstaten. Derhalve eerbiedigen zij de rechten, leven zij de beginselen na en bevorderen zij de toepassing ervan overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden en met inachtneming van de grenzen van de bevoegdheden zoals deze in de Verdragen aan de Unie zijn toegedeeld ».

B.8.4. De wet van 29 januari 2016 heeft niet als doel het recht van de Europese Unie ten uitvoer te leggen.

Zij zou dus niet onverenigbaar kunnen worden geacht met artikel 49, lid 1, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.9.1. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat het Hof ook wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van de artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 januari 2016 met de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, in zoverre die wettelijke bepalingen, doordat zij niet de redenen vermelden waarom een in verdenking gestelde in voorlopige hechtenis in een videoconferentie moet verschijnen, de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling een te ruime beoordelingsbevoegdheid verlenen.

B.9.2.1. Artikel 12, tweede lid, van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft ».

Artikel 14 van de Grondwet bepaalt :

« Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet ».

B.9.2.2. Artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. Evenmin mag een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was ».

Artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. Evenmin, mag een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was. Indien, na het begaan van het strafbare feit de wet mocht voorzien in de oplegging van een lichtere straf, dient de overtreder daarvan te profiteren ».

B.9.3. Noch de artikelen 2 tot 8 van de wet van 29 januari 2016, noch de bepalingen van het Wetboek van strafvordering of van de wet van 20 juli 1990 die bij die artikelen worden gewijzigd, hebben als doel, met toepassing van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, de « gevallen » te bepalen waarin vervolging is toegestaan, aangezien zij bepaalde gedragingen niet tot een strafbaar feit maken, noch de vervolging van strafbaar gestelde gedragingen beletten. Bij die teksten wordt evenmin een straf ingevoerd in de zin van artikel 14 van de Grondwet.

Door de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling de bevoegdheid te verlenen te beslissen dat een inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis in een videoconferentie zal moeten verschijnen, regelen de bestreden bepalingen de in artikel 12, tweede lid, van de Grondwet bedoelde « vorm » van de vervolging.

B.9.4. Doordat het bepaalt dat niemand kan worden vervolgd dan in de « vorm » die de wet voorschrijft, drukt artikel 12, tweede lid, van de Grondwet de beginselen uit van de wettigheid en de voorspelbaarheid van de strafrechtspleging.

Het wettigheidsbeginsel verplicht de wetgevende macht niet ertoe elk aspect van de strafrechtspleging zelf te regelen. Het staat niet eraan in de weg dat aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid wordt toegekend om rekening te houden met het algemene karakter van de wettelijke bepalingen en de uiteenlopende situaties waarop zij van toepassing zijn.

Het beginsel van voorspelbaarheid waarborgt eenieder dat tegen hem enkel een opsporingsonderzoek, een gerechtelijk onderzoek en vervolging kunnen worden ingesteld volgens een bij de wet vastgestelde procedure waarvan hij vóór de aanwending ervan kennis kan nemen.

B.9.5. In zoverre zij de beginselen van de wettigheid en de voorspelbaarheid van de strafrechtspleging waarborgen, hebben artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten een draagwijdte die analoog is aan artikel 12, tweede lid, van de Grondwet.

De door die bepalingen verstrekte waarborgen vormen in die mate dan ook een onlosmakelijk geheel.

B.9.6.1. De bestreden bepalingen vermelden niet de redenen op grond waarvan de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling de verschijning in een videoconferentie kan bevelen van een inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis, zonder diens instemming te hebben verkregen. Het komt die rechtscolleges toe « geval per geval [te] beslissen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6).

B.9.6.2. De toewijzing van die bevoegdheid aan die rechtscolleges is weliswaar verantwoord door de zorg om de « grote kosten » te reduceren van het vervoer van de inverdenkinggestelde van de gevangenis naar het « justitiepaleis » en de « veiligheidsrisico's » te verminderen die inherent zijn aan dat soort van vervoer, zoals de risico's van ontsnapping (*ibid.*, DOC 54-0993/001, p. 3; *ibid.*, DOC 54-0993/004, p. 3; *Integraal Verslag*, Kamer, 2015-2016, 21 januari 2016, CRIV 54 PLEN 095, pp. 46-47).

Zoals zij zijn geformuleerd, verbieden de bestreden bepalingen de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling echter niet te bevelen dat een inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis verschijnt om redenen die geen verband houden met de doelstelling die met die bepalingen wordt nagestreefd.

Bovendien kan de kostprijs van het vervoer van een gedetineerde, waarvan sprake is in de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepalingen, de beslissing van de raadkamer of van de kamer van inbeschuldigingstelling om de verschijning in een videoconferentie van een inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis te bevelen, op zichzelf niet verantwoord te zijn. Een dergelijke beslissing moet immers een ander « wettig doel [nastreven], zoals een risico voor de openbare orde of de veiligheid van getuigen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-993/004, p. 6) of « de vermindering van de termijnen verbonden aan de overbrengingen van de gevangenen en dus tot de vereenvoudiging en de versnelling van de strafrechtelijke procedures strekken » (EHRM, 5 oktober 2006, *Marcello Viola* t. Italië, § 70; 16 februari 2016, *Yevdokimov e.a.* t. Rusland, § 43).

Het komt evenwel aan de wetgever toe uitdrukkelijk de gevallen te bepalen waarin die rechtscolleges een dergelijke verschijning kunnen bevelen.

Uit het voorgaande volgt dat de aan de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling verleende beoordelingsbevoegdheid in verband met de verschijning in een videoconferentie van de inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis hem niet de mogelijkheid biedt om op voldoende wijze de redenen te voorzien waarom het rechtscollege zou kunnen beslissen hem te bevelen in een videoconferentie te verschijnen en derhalve niet uitsluit dat niet voorzienbare jurisdictionele beslissingen worden genomen.

B.10.1. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat het Hof vervolgens wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van artikel 9 van de wet van 29 januari 2016 met de artikelen 12, tweede lid, en 14 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, in zoverre die wettelijke bepaling, door aan de Koning de bevoegdheid te verlenen de nadere regels te bepalen omtrent het gebruik van de videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis, een delegatie aan de Koning bevat die onverenigbaar is met het beginsel van de wettigheid van de strafrechtspleging.

B.10.2. Artikel 9 van de wet van 29 januari 2016 heeft niet ten doel, met toepassing van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, de « gevallen » te bepalen waarin vervolging is toegestaan, aangezien het bepaalde gedragingen niet tot een strafbaar feit maakt, noch de vervolging van strafbaar gestelde gedragingen belet. Bij die bepaling wordt evenmin een straf ingevoerd in de zin van artikel 14 van de Grondwet.

Door aan de Koning de bevoegdheid te verlenen de nadere regels te bepalen omtrent het gebruik van videoconferentie voor bepaalde inverdenkinggestelden, regelt de bestreden bepaling de in artikel 12, tweede lid, van de Grondwet bedoelde « vorm » van de vervolging.

B.10.3. Het beginsel van de wettigheid van de strafrechtspleging belet een delegatie aan de Koning niet voor zover die machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen vooraf door de wetgevende macht zijn vastgesteld.

B.10.4.1. Al is artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens in beginsel niet van toepassing in de fase voorafgaand aan de strafrechtspleging voor de rechtscolleges die over de gegrondheid van de strafvordering uitspraak doen, toch dient ermeer rekening te worden gehouden dat de vereisten van artikel 6 een rol kunnen spelen vóór de aanhangigmaking van de zaak bij de rechter ten gronde, indien en voor zover de initiële niet-naleving ervan het eerlijk karakter van het proces ernstig in het gedrang dreigt te brengen (EHRM, 24 november 1993, *Imbrioscia* t. Zwitserland, § 36). Het voormelde artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens alsook artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten waarborgen immers eenieder die zich in voorlopige hechtenis bevindt het recht op een eerlijk proces aangezien het recht op persoonlijke vrijheid een burgerlijk recht in de zin van artikel 6 van dat Verdrag uitmaakt.

De verschijning van een inverdenkinggestelde is « van wezenlijk belang om ervoor te zorgen dat het strafproces billijk en eerlijk verloopt », met name om reden van zijn recht om te worden gehoord en om reden van de noodzaak om de juistheid van zijn beweringen te controleren (EHRM, 5 oktober 2006, *Marcello Viola* t. Italië, § 50; 27 november 2007, *Asciutto* t. Italië, § 57).

Het recht van een inverdenkinggestelde op een eerlijk proces omvat het « recht om werkelijk deel te nemen aan zijn proces », hetgeen « in beginsel, onder meer, het recht omvat om niet alleen het proces bij te wonen maar ook om de debatten te horen en te volgen » (EHRM, 5 oktober 2006, *Marcello Viola* t. Italië, § 53; 27 november 2007, *Zagaria* t. Italië, § 28; 27 november 2007, *Asciutto* t. Italië, § 57). Het omvat ook het recht om « zichzelf te verdedigen » of om « de bijstand te hebben van een raadsman naar keuze » (artikel 6.3, c), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens), hetgeen het recht veronderstelt om « met zijn advocaat te communiceren buiten gehoorsafstand van een derde » dat een « elementaire vereiste van een eerlijk proces » vormt (EHRM, grote kamer, 2 november 2010, *Saklmovski* t. Rusland, § 97). Het nut van de bijstand van een advocaat zou sterk afnemen indien het voor hem niet mogelijk zou zijn met zijn cliënt te spreken zonder « toezicht » en van hem « vertrouwelijke instructies » te ontvangen (EHRM, grote kamer, 2 november 2010, *Saklmovski* t. Rusland, § 97). Het recht om daadwerkelijk te worden verdedigd door een advocaat behoort tot de fundamentele elementen van een eerlijk proces (EHRM, 5 oktober 2006, *Marcello Viola* t. Italië, § 59; 27 november 2007, *Asciutto* t. Italië, § 58).

De deelname van een inverdenkinggestelde aan de strafrechtspleging via videoconferentie is slechts verenigbaar met het recht op een eerlijk en openbaar proces indien met het gebruik van die communicatietechniek een wettig doel wordt nagestreefd en indien de inverdenkinggestelde de rechtspleging kan volgen, zonder technische belemmeringen kan worden gehoord en daadwerkelijk en vertrouwelijk met zijn advocaat kan communiceren (EHRM, 5 oktober 2006, *Marcello Viola* t. Italië, § 67; grote kamer, 2 november 2010, *Saklmovski* t. Rusland, § 98).

B.10.4.2. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 29 januari 2016 heeft een volksvertegenwoordigster gepreciseerd dat de Koning, op het ogenblik dat Hij, met toepassing van artikel 9 van die wet, de nadere regels omtrent het gebruik van videoconferentie bepaalt, rekening zou moeten houden met de noodzaak om de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling die tot de verschijning in een videoconferentie zou besluiten, de mogelijkheid te bieden een « interactief debat » te voeren waarbij aan de inverdenkinggestelde toegestaan wordt « tussen [te] komen » en « de zitting dus ' live ' [te] volgen », alsook met de noodzaak om de inverdenkinggestelde de mogelijkheid te bieden « een vertrouwelijk gesprek [te] voeren met zijn advocaat » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6; *Integraal Verslag*, Kamer, 2015-2016, 21 januari 2016, CRIV 54 PLEN 095, p. 48). Dezelfde volksvertegenwoordigster was van mening dat de Koning de advocaat die zich bevindt in de raadkamer de mogelijkheid zou moeten bieden om « een persoonlijk contact via telefoon » te hebben met de « gedetineerde in de gevangenis » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, p. 6).

Tijdens diezelfde parlementaire voorbereiding heeft de minister van Justitie ook onderstreept dat « de omstandigheden waarin een videoconferentie [plaatsvindt] gelijkwaardig moeten zijn aan een persoonlijke verschijning in eenzelfde ruimte » en dat een « videoconferentie in strafzaken [...] een vrij ontwikkelde installatie [vereist] die aan de hoogste kwalitatieve normen moet beantwoorden », de « cliënt » en de « advocaat » de mogelijkheid moet bieden « een confidentieel gesprek » te hebben en de rechter de mogelijkheid moet bieden « de verschillende partijen tezeldertijd [te] kunnen zien » (*ibid.*, p. 7). Hij heeft ook verwezen naar het « kader » dat werd « vastgelegd » in « opdracht van de Europese Commissie » (*ibid.*, p. 7) en beschouwd dat het ter uitvoering van artikel 9 van de wet van 29 januari 2016 aan te nemen koninklijk besluit erin kon voorzien « dat de advocaat en de verdachte samen moeten zitten » (*ibid.*, p. 7).

B.10.4.3. Die preciseringen zijn evenwel niet opgenomen in de wet, terwijl het gaat om elementen met betrekking tot de verschijning in een videoconferentie die essentieel zijn ten aanzien van de vereisten van het recht op een eerlijk proces waaraan in B.10.4.1 wordt herinnerd.

Noch artikel 9 van de wet van 29 januari 2016, noch enige andere wetsbepaling waarborgt de inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis die door de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling ertoe wordt verplicht te verschijnen in een videoconferentie, dat hij in staat zal zijn effectief aan de rechtspleging deel te nemen, zonder technische belemmeringen te worden gehoord en op vertrouwelijke wijze te communiceren met zijn advocaat.

De wet zegt evenmin iets over de plaats van de advocaat van de inverdenkinggestelde in voorlopige hechtenis in geval van een verplichte verschijning van zijn cliënt in een videoconferentie. Zij preciseert niet of die advocaat, tijdens de debatten, fysiek aanwezig zal moeten zijn in dezelfde zaal als de leden van het rechtscollege die uitspraak zullen moeten doen dan wel of hij zich op dezelfde plaats als zijn cliënt zal kunnen bevinden. Zij bevat evenmin waarborgen ten aanzien van de manier waarop die laatste vertrouwelijk overleg zal kunnen plegen met zijn raadsman indien deze zich niet fysiek aan zijn zijde kon bevinden.

De bestreden bepaling bakent evenmin de aan de Koning verleende bevoegdheid af door te verwijzen naar de « kwaliteitsnormen » of het « kader » dat is vastgelegd op initiatief van de Europese Unie waarvan sprake is in de parlementaire voorbereiding ervan.

B.10.4.4. Door Hem ertoe te machtigen de « nadere regels omtrent het gebruik van de videoconferentie » te bepalen, verleent artikel 9 van de wet van 29 januari 2016 de Koning dus een bevoegdheid die de tenuitvoerlegging van door de wetgevende macht voorafgaandelijk vastgelegde essentiële elementen overschrijdt.

B.11. Uit het voorgaande blijkt dat de artikelen 2 tot 9 van de wet van 29 januari 2016 artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, schenden.

Het eerste middel is in die mate gegrond.

De bestreden wet moet dus worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de wet van 29 januari 2016 betreffende het gebruik van videoconferentie voor de verschijning van inverdenkinggestelden in voorlopige hechtenis.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 juni 2018.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/203385]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 76/2018 vom 21. Juni 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 6491

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 29. Januar 2016 über die Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten in Untersuchungshaft, erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Präsidenten J. Spreutels, dem vorsitzenden Richter L. Lavrysen, und den Richtern J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, R. Leysen und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 11. August 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. August 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA M. Neve und RA Z. Maglioni, in Lüttich zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 29. Januar 2016 über die Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten in Untersuchungshaft (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Februar 2016, vierte Ausgabe).

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Gegenstand der Klage auf Nichtigerklärung ist das Gesetz vom 29. Januar 2016 « über die Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten in Untersuchungshaft ».

B.2.1 Artikel 2 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 fügt die Wörter, « sei es über Videokonferenz oder nicht, wenn sich der Beschuldigte in Untersuchungshaft befindet », in Artikel 127 des Strafprozessgesetzbuches ein, der nach dieser Änderung bestimmt:

« § 1. Wenn der Untersuchungsrichter seine gerichtliche Untersuchung für beendet erachtet, übermittelt er dem Prokurator des Königs die Akte.

Wenn der Prokurator des Königs keine weiteren Untersuchungshandlungen mehr fordert, beantragt er die Regelung des Verfahrens durch die Ratskammer.

§ 2. Die Ratskammer lässt mindestens fünfzehn Tage im Voraus in einem zum entsprechenden Zweck bestimmten Register bei der Kanzlei Ort, Tag und Uhrzeit des Erscheinens vermerken. Diese Frist wird auf drei Tage verkürzt, wenn sich einer der Beschuldigten in Untersuchungshaft befindet. [...]

[...]

§ 4. Die Ratskammer befindet über den Bericht des Untersuchungsrichters, nachdem sie den Prokurator des Königs, die Zivilpartei und den Beschuldigten angehört hat.

Die Parteien können sich von einem Beistand beistehen oder sich von ihm vertreten lassen. Die Ratskammer kann jedoch das persönliche Erscheinen der Parteien, sei es über Videokonferenz oder nicht, wenn sich der Beschuldigte in Untersuchungshaft befindet, anordnen. Gegen diesen Beschluss kann kein Rechtsmittel eingelegt werden. Der Beschluss wird der betreffenden Partei auf Antrag des Prokurators des Königs zugestellt und enthält die Ladung, am festgelegten Datum zu erscheinen. Erscheint besagte Partei nicht, befindet die Ratskammer und der Beschluss gilt als kontradiktorisch.

[...]

B.2.2.1. Die Artikel 3 bis 6 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 fügen in mehrere Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches einen Satz mit folgendem Wortlaut ein:

« Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte, der sich in Untersuchungshaft befindet, über Videokonferenz erscheint ».

B.2.2.2 Nach seiner Änderung durch Artikel 3 dieses Gesetzes bestimmt Artikel 135 des Strafprozessgesetzbuches:

« § 1. Die Staatsanwaltschaft und die Zivilpartei können gegen alle Beschlüsse der Ratskammer Berufung einlegen.

[...]

§ 3 Die Berufung muss binnen einer Frist von fünfzehn Tagen durch eine Erklärung bei der Kanzlei des Gerichts, das den Beschluss erlassen hat, eingelegt werden. Diese Frist läuft ab dem Tag des Beschlusses.

[...]

Der Greffier benachrichtigt die Parteien und ihre Beistände per Fax oder Einschreibebrief über Ort, Tag und Uhrzeit der Sitzung. Die Akte wird ihnen spätestens fünfzehn Tage vor der Sitzung zur Verfügung gestellt.

Die Anklagekammer befindet über die Berufung, nachdem der Generalprokurator, die Parteien und ihre Beistände angehört worden sind.

Sie hört - in öffentlicher Sitzung, wenn sie sich auf Antrag einer der Parteien dafür entscheidet - die Ausführungen des Generalprokurators, der Zivilpartei und des Beschuldigten an.

Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte, der sich in Untersuchungshaft befindet, über Videokonferenz erscheint.

§ 4. Wenn jedoch einer der Beschuldigten inhaftiert ist, muss die Berufung binnen einer Frist von vierundzwanzig Stunden, die gegen die Staatsanwaltschaft und gegen jede der Parteien ab dem Tag zu laufen beginnt, wo der Beschluss erlassen wird, eingelegt werden ».

B.2.2.3 Nach seiner Änderung durch Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 bestimmt Artikel 136bis des Strafprozessgesetzbuches:

« Der Prokurator des Königs erstattet dem Generalprokurator Bericht über alle Sachen, über die die Ratskammer nicht binnen einem Jahr ab dem ersten Antrag befunden hat.

Wenn der Generalprokurator der Ansicht ist, dass es für den reibungslosen Verlauf der gerichtlichen Untersuchung, die Rechtmäßigkeit oder die Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens notwendig ist, stellt er bei der Anklagekammer jederzeit die Anträge, die er für nötig erachtet.

In diesem Fall kann die Anklagekammer, selbst von Amts wegen, die in den Artikeln 136, 235 und 235bis vorgesehenen Maßnahmen ergreifen.

Der Generalprokurator wird angehört.

Die Anklagekammer kann den Bericht des Untersuchungsrichters, wenn sie es für nötig erachtet, in Abwesenheit der Parteien anhören. Sie kann ebenfalls die Zivilpartei, den Beschuldigten und ihre Beistände anhören, nachdem diese spätestens achtundvierzig Stunden vor der Sitzung per Fax oder Einschreibebrief vom Greffier vorgeladen worden sind.

Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte, der sich in Untersuchungshaft befindet, über Videokonferenz erscheint ».

B.2.2.4 Nach seiner Änderung durch Artikel 5 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 bestimmt Artikel 235*bis* des Strafprozessgesetzbuches, der den Assisenhof betrifft:

« § 1. Bei der Regelung des Verfahrens überprüft die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Antrag einer der Parteien die Regelmäßigkeit des ihr vorgelegten Verfahrens. Sie kann dies auch von Amts wegen tun.

§ 2. Die Anklagekammer verfährt auf die gleiche Weise in den anderen Fällen, in denen sie mit der Sache befasst wird.

§ 3. Wenn die Anklagekammer von Amts wegen die Regelmäßigkeit des Verfahrens überprüft und ein Nichtigkeits-, Unzulässigkeits- oder Erlöschensgrund für die Strafverfolgung bestehen könnte, ordnet sie die Wiedereröffnung der Verhandlung an.

§ 4. Die Anklagekammer hört - in öffentlicher Sitzung, wenn sie sich auf Antrag einer der Parteien dafür entscheidet - die Ausführungen des Generalprokurators, der Zivilpartei und des Beschuldigten an und zwar ungeachtet dessen, ob die Regelung des Verfahrens auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Antrag einer der Parteien überprüft wird. Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte, der sich in Untersuchungshaft befindet, über Videokonferenz erscheint.

§ 5. Die in Artikel 131 § 1 erwähnten beziehungsweise den Verweisungsbeschluss betreffenden Unregelmäßigkeiten, Versäumnisse oder Nichtigkeitsgründe, die von der Anklagekammer überprüft worden sind, können nicht mehr vor dem Tatsachenrichter aufgeworfen werden, unbeschadet der Gründe, die sich auf die Beweiswürdigung beziehen. Gleiches gilt für die die Strafverfolgung betreffenden Unzulässigkeits- oder Erlöschensgründe, außer wenn sie nach der Verhandlung vor der Anklagekammer entstanden sind. Die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen sind nicht anwendbar auf Parteien, die erst nach der Verweisung an das erkennende Gericht am Verfahren beteiligt worden sind, außer wenn die Aktenstücke gemäß Artikel 131 § 2 beziehungsweise § 6 des vorliegenden Artikels aus der Akte entfernt werden.

§ 6. Stellt die Anklagekammer eine Unregelmäßigkeit, ein Versäumnis oder einen Nichtigkeitsgrund im Sinne von Artikel 131 § 1 oder einen die Strafverfolgung betreffenden Unzulässigkeits- oder Erlöschensgrund fest, spricht sie gegebenenfalls die Nichtigkeit der davon betroffenen Handlung und eines Teils oder der Gesamtheit des darauf folgenden Verfahrens aus. Die für nichtig erklärten Aktenstücke werden aus der Akte entfernt und bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz hinterlegt. Die Anklagekammer befindet unter Wahrung der Rechte der anderen Parteien, inwiefern die bei der Kanzlei hinterlegten Aktenstücke im Strafverfahren noch von einer Partei eingesehen und verwendet werden dürfen. Die Anklagekammer vermerkt in ihrer Entscheidung, wem die Aktenstücke zurückzugeben sind oder was mit den für nichtig erklärten Aktenstücken geschieht ».

B.2.2.5 Nach seiner Änderung durch Artikel 6 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 bestimmt Artikel 235*ter* des Strafprozessgesetzbuches:

« § 1. Die Anklagekammer ist damit beauftragt, die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung und der in Artikel 46*sexies* erwähnten Maßnahme, wenn in diesem Rahmen eine vertrauliche Akte angelegt wurde, zu kontrollieren.

Sobald die Ermittlung, bei der die besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung angewandt worden sind, abgeschlossen ist und bevor die Staatsanwaltschaft die direkte Ladung vornimmt, untersucht die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft die Ordnungsmäßigkeit dieser Methoden und der in Artikel 46*sexies* erwähnten Maßnahme.

Sobald der Untersuchungsrichter dem Prokurator des Königs aufgrund von Artikel 127 § 1 Absatz 1 seine Akte übermittelt, untersucht die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft die Ordnungsmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung und der in Artikel 46*sexies* erwähnten Maßnahme, die im Rahmen der gerichtlichen Untersuchung oder der ihr vorangegangenen Ermittlung angewandt worden sind.

§ 2. Die Anklagekammer befindet binnen dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags der Staatsanwaltschaft. Diese Frist wird auf acht Tage herabgesetzt, wenn einer der Beschuldigten sich in Untersuchungshaft befindet.

Die Anklagekammer hört die Ausführungen des Generalprokurators separat und in Abwesenheit der Parteien an.

Sie hört die Zivilparteien und die Beschuldigten separat und in Anwesenheit des Generalprokurators an, nachdem diese spätestens achtundvierzig Stunden vor der Sitzung per Telefax oder per Einschreibebrief vom Greffier vorgeladen worden sind. In der Vorladung teilt der Greffier ihnen ebenfalls mit, dass die Strafakte ihnen während dieses Zeitraums in der Gerichtskanzlei im Original oder als Abschrift zur Einsichtnahme zur Verfügung steht. Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte, der sich in Untersuchungshaft befindet, über Videokonferenz erscheint.

Die Anklagekammer kann, was die angewandten besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung und die in Artikel 46*sexies* erwähnte Maßnahme betrifft, den Untersuchungsrichter und den in den Artikeln 47*septies* § 3 Nr. 6 und 47*octies* § 3 Nr. 6 erwähnten Gerichtspolizeioffizier und den mit der Leitung der Durchführung der in Artikel 46*sexies* erwähnten Maßnahme beauftragten Gerichtspolizeioffizier separat und in Abwesenheit der Parteien anhören.

Die Anklagekammer kann den Untersuchungsrichter damit beauftragen, die mit der Durchführung der Observation und Infiltrierung beauftragten Polizeibeamten, die in Artikel 47*octies* § 1 Absatz 2 erwähnte Zivilperson, die mit der Durchführung der in Artikel 46*sexies* erwähnten Maßnahme beauftragten Polizeibeamten und die in Artikel 46*sexies* § 1 Absatz 2 erwähnte Zivilperson in Anwendung von Artikel 86*bis* und 86*ter* anzuhören. Sie kann beschließen, der vom Untersuchungsrichter geführten Anhörung beizuwohnen oder eines ihrer Mitglieder zu diesem Zweck abzuordnen.

§ 3. Die Staatsanwaltschaft legt dem Vorsitzenden der Anklagekammer die in den Artikeln 46*sexies* § 3 Absatz 7, 47*septies* § 1 Absatz 2 oder 47*novies* § 1 Absatz 2 erwähnte vertrauliche Akte vor, die sich auf die in § 1 erwähnte Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung bezieht. Nur die Magistrate der Anklagekammer haben das Recht, diese vertrauliche Akte einzusehen.

Der Vorsitzende der Anklagekammer ergreift die notwendigen Maßnahmen zur Sicherung der vertraulichen Akte. Nachdem er von der vertraulichen Akte Kenntnis genommen hat, gibt er sie der Staatsanwaltschaft unverzüglich zurück.

§ 4. Im Entscheid der Anklagekammer darf weder der Inhalt der vertraulichen Akte noch irgendein Element, das die verwendeten technischen Mittel und die polizeilichen Untersuchungstechniken oder die Gewährleistung der Sicherheit und der Anonymität des Informanten, der Polizeibeamten, die mit der Durchführung der Observation, der Infiltrierung oder der in Artikel 46sexies erwähnten Maßnahme beauftragt sind, und der in Artikel 46sexies § 1 Absatz 3 und 47octies § 1 Absatz 2 erwähnten Zivilperson gefährden könnte, Erwähnung finden.

§ 5. Im Übrigen wird gemäß Artikel 235bis § 5 und 6 vorgegangen ».

B.3.1 Artikel 7 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 fügt die Wörter, « sei es über Videokonferenz oder nicht », in Artikel 23 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft ein, der nach dieser Änderung bestimmt:

« Für die Anwendung der Artikel 21 und 22 müssen folgende Regeln eingehalten werden:

1. Das Verfahren erfolgt unter Ausschluss der Öffentlichkeit, was in der Entscheidung vermerkt wird.

2. Der Beschuldigte erscheint persönlich oder wird von einem Rechtsanwalt vertreten. Die Ratskammer kann das persönliche Erscheinen, sei es über Videokonferenz oder nicht, mindestens drei Tage vor dem Erscheinen anordnen, ohne dass gegen diese Entscheidung ein Rechtsmittel eingelegt werden kann. Diese Entscheidung wird der betreffenden Partei auf Ersuchen der Staatsanwaltschaft zugestellt. Wenn der Beschuldigte oder sein Rechtsanwalt nicht erscheint, wird in ihrer Abwesenheit befunden.

3. Zu jedem Zeitpunkt des Verfahrens kann die Ratskammer, wenn ihr die Qualifizierung der im Haftbefehl erwähnten Taten unangemessen erscheint und nachdem sie den Parteien die Möglichkeit geboten hat, ihren diesbezüglichen Standpunkt mitzuteilen, die Qualifizierung ändern. Sie darf sie jedoch nicht durch andere Taten ersetzen.

4. Die Ratskammer muss auf die Schriftsätze der Parteien antworten. Bestreiten Letztere in ihren Schriftsätzen, unter Angabe von Sachenelementen, das Vorliegen schwerwiegender Schuldindizien, muss die Ratskammer, wenn sie die Untersuchungshaft aufrechterhält, genau angeben, welche Elemente ihrer Meinung nach solche Indizien darstellen ».

B.3.2. Artikel 8 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 fügt einen zweiten Satz in Artikel 30 Paragraph 3 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 ein, der nach dieser Änderung bestimmt:

« § 1. Der Beschuldigte, der Angeklagte und die Staatsanwaltschaft können gegen die Beschlüsse der Ratskammer, die in den in den Artikeln 21, 22 und 28 vorgesehenen Fällen ergehen, vor der Anklagekammer Berufung einlegen. Betrifft es ein gemäß Artikel 27 ergangenes Urteil des Korrekionalgerichts oder des Polizeigerichts, befindet, je nach Fall, die Kammer, die mit Berufungen in Korrekionalsachen befasst ist, oder das Korrekionalgericht, das als Berufungsinstanz tagt, über die Berufung.

§ 2. Die Berufung muss binnen einer Frist von vierundzwanzig Stunden eingelegt werden, die, was die Staatsanwaltschaft betrifft, ab dem Tag der Entscheidung, und, was den Beschuldigten oder den Angeklagten betrifft, ab dem Tag, an dem die Entscheidung ihm in der in Artikel 18 vorgesehenen Form zugestellt worden ist, läuft.

Diese Zustellung erfolgt binnen vierundzwanzig Stunden. In der Zustellungsurkunde wird dem Beschuldigten mitgeteilt, dass er das Recht hat, Berufung einzulegen, und innerhalb welcher Frist dieses Recht ausgeübt werden muss.

Die Berufungserklärung erfolgt bei der Kanzlei des Gerichts, das die Entscheidung verkündet hat, und wird im Register der Berufungen in Korrekionalsachen festgehalten.

Die Aktenstücke werden gegebenenfalls vom Prokurator des Königs an den Generalprokurator beim Appellationshof übermittelt.

Der Beistand des Beschuldigten wird vom Greffier des Berufungsgerichts informiert.

§ 3. Über die Berufung wird nach Anhörung der Staatsanwaltschaft, des Beschuldigten, des Angeklagten und/oder seines Beistands vor allem anderen befunden. Die Anklagekammer kann beschließen, dass der Beschuldigte über Videokonferenz erscheint.

Der Beschuldigte bleibt bis zur Entscheidung über die Berufung in Haft, sofern sie binnen fünfzehn Tagen ab der Berufungserklärung erfolgt; in Ermangelung einer Entscheidung binnen dieser Frist, wird der Beschuldigte freigelassen.

Die in Artikel 23 Nr. 1 bis 4 vorgesehenen Regeln sind auf das Verfahren vor der Anklagekammer anwendbar.

§ 4. Das Berufungsgericht befindet unter Berücksichtigung der Umstände der Sache zum Zeitpunkt der Entscheidung. Wenn die Anklagekammer in den in den Artikeln 21, 22 und 28 erwähnten Fällen entscheidet, die Untersuchungshaft aufrechtzuerhalten, gilt der Entscheid als Freiheitsentziehungstitel für einen Monat ab der Entscheidung, wenn sie sich auf den ersten oder zweiten Beschluss der Ratskammer bezieht, oder für zwei Monate ab der Entscheidung, wenn sie sich auf einen nachfolgenden Beschluss bezieht.

Wenn die Anklagekammer infolge der Anwendung der Artikel 135 und 235 des Strafprozessgesetzbuches einen Untersuchungsmagistraten mit der Sache befasst und wenn der Beschuldigte inhaftiert ist, befindet die Anklagekammer über die Untersuchungshaft in einem getrennten Entscheid, der bei Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft als Hafttitel für zwei Monate gilt ».

B.4. Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 bestimmt:

« Der König bestimmt die Modalitäten der Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten, die sich in Untersuchungshaft befinden ».

In Bezug auf das Interesse der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

B.5. Artikel 142 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 2 Absatz 1 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof machen es erforderlich, dass jede juristische Person, die eine Klage auf Nichtigkeitserklärung erhebt, ein Interesse nachweist.

Das erforderliche Interesse liegt nur bei einer juristischen Person vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

Dieses Interesse muss zum Zeitpunkt des Einreichens der Antragschrift vorhanden sein und bis zur Verkündung des Entscheids bestehen bleiben.

B.6.1. Zum Zeitpunkt des Einreichens der Klage bestimmte Artikel 495 des Gerichtsgesetzbuches:

« Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften haben jede, was die Rechtsanwaltschaften betrifft, die ihnen angehören, als Auftrag, auf die Ehre, die Rechte und die gemeinsamen beruflichen Interessen ihrer Mitglieder zu achten, und sind zuständig für das, was den juristischen Beistand, das Praktikum, die berufliche Ausbildung der Rechtsanwaltspraktikanten und die Ausbildung aller Rechtsanwälte der Rechtsanwaltschaften, die ihnen angehören, betrifft.

Sie ergreifen die Initiativen und treffen die Maßnahmen, die in Sachen Ausbildung, Disziplinarvorschriften und berufliche Loyalität sowie für die Verteidigung der Interessen des Rechtsanwalts und des Rechtsuchenden nützlich sind.

Jede von ihnen kann den zuständigen Behörden in diesen Angelegenheiten Vorschläge unterbreiten ».

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, die Nichtigerklärung von Gesetzesbestimmungen zu verlangen, die die Interessen des Rechtsuchenden beeinträchtigen können.

B.6.2. Die Artikel 2 bis 8 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 übertragen der Ratskammer oder der Anklagekammer die Befugnis zu beschließen, dass ein Beschuldigter, der sich in Haft befindet, mittels der Technik der Videokonferenz vor Gericht erscheint. Artikel 9 desselben Gesetzes ermächtigt den König, die Modalitäten der Benutzung dieser Technik zu bestimmen.

Die angefochtenen Bestimmungen können deshalb die Interessen der Rechtsanwälte und Rechtsuchenden unmittelbar und ungünstig beeinflussen. Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften weist also das für die Klage erforderliche Interesse nach.

B.7. Die Klage auf Nichtigerklärung ist zulässig.

In Bezug auf den ersten Klagegrund

B.8.1. Der Gerichtshof muss über die Vereinbarkeit der Artikel 2 bis 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 mit Artikel 12 Absatz 2 und Artikel 14 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 49 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union befinden.

B.8.2. Artikel 49 Nr. 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

« Niemand darf wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach innerstaatlichem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Es darf auch keine schwerere Strafe als die zur Zeit der Begehung angedrohte Strafe verhängt werden. Wird nach Begehung einer Straftat durch Gesetz eine mildere Strafe eingeführt, so ist diese zu verhängen ».

B.8.3. Artikel 51 Nr. 1 derselben Charta bestimmt:

« Diese Charta gilt [...] für die Mitgliedstaaten ausschließlich bei der Durchführung des Rechts der Union. Dementsprechend achten sie die Rechte, halten sie sich an die Grundsätze und fördern sie deren Anwendung entsprechend ihren jeweiligen Zuständigkeiten und unter Achtung der Grenzen der Zuständigkeiten, die der Union in den Verträgen übertragen werden ».

B.8.4. Das Gesetz vom 29. Januar 2016 hat nicht die Durchführung des Rechts der Europäischen Union zum Gegenstand.

Er kann also nicht als unvereinbar mit Artikel 49 Nr. 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union angesehen werden.

B.9.1. Aus der Begründung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof auch gebeten wird, über die Vereinbarkeit der Artikel 2 bis 8 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 mit Artikel 12 Absatz 2 und Artikel 14 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Nr. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 15 Nr. 1 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte zu befinden, insofern diese Gesetzesbestimmungen wegen der fehlenden Angabe von Gründen, aus denen ein Beschuldigter in Untersuchungshaft über Videokonferenz erscheinen muss, der Ratskammer oder der Anklagekammer eine zu große Ermessensbefugnis einräumen.

B.9.2.1 Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form ».

Artikel 14 der Verfassung bestimmt:

« Eine Strafe darf nur aufgrund des Gesetzes eingeführt oder angewandt werden ».

B.9.2.2 Artikel 7 Nr. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Niemand darf wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach innerstaatlichem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Es darf auch keine schwerere Strafe als die zur Zeit der Begehung angedrohte Strafe verhängt werden ».

Artikel 15 Nr. 1 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

« Niemand darf wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder nach internationalem Recht nicht strafbar war. Ebenso darf keine schwerere Strafe als die im Zeitpunkt der Begehung der strafbaren Handlung angedrohte Strafe verhängt werden. Wird nach Begehung einer strafbaren Handlung durch Gesetz eine mildere Strafe eingeführt, so ist das mildere Gesetz anzuwenden ».

B.9.3. Weder die Artikel 2 bis 8 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 noch die Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches oder des Gesetzes vom 20. Juli 1990, die diese Artikel abändern, haben den Gegenstand, in Anwendung von Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung die « Fälle » zu bestimmen, in denen eine Verfolgung zulässig ist, da sie weder bestimmte Verhaltensweisen als Straftaten einstufen, noch die Verfolgung von strafbaren Verhaltensweisen verhindern. Diese Texte legen auch keine Strafe im Sinne von Artikel 14 der Verfassung fest.

Indem der Ratskammer oder der Anklagekammer die Befugnis eingeräumt wird zu beschließen, dass ein Beschuldigter in Untersuchungshaft über Videokonferenz erscheinen muss, regeln die angefochtenen Bestimmungen die « Form » der in Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung erwähnten Verfolgung.

B.9.4. Durch die Bestimmung, dass niemand verfolgt werden darf, es sei denn in der im Gesetz vorgeschriebenen « Form », kommen in Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung die Grundsätze der Gesetzmäßigkeit und der Vorhersehbarkeit des Strafverfahrens zum Ausdruck.

Der Grundsatz der Gesetzmäßigkeit verpflichtet die gesetzgebende Gewalt nicht, jeden Aspekt des Strafverfahrens selbst zu regeln. Er verhindert nicht, dass dem Richter eine Ermessensbefugnis gewährt wird, um die allgemeine Beschaffenheit der Gesetzesbestimmungen und die Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die sie Anwendung finden, zu berücksichtigen.

Der Grundsatz der Vorhersehbarkeit des Strafverfahrens garantiert jedem, dass er nur Gegenstand einer Ermittlung, einer gerichtlichen Untersuchung oder einer Verfolgung gemäß einem durch Gesetz eingeführten Verfahren sein kann, von dem er vor dessen Anwendung Kenntnis nehmen kann.

B.9.5. Insofern sie die Grundsätze der Gesetzmäßigkeit und der Vorhersehbarkeit des Strafverfahrens garantieren, haben Artikel 7 Nr. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 Paragraph 1 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte eine analoge Tragweite wie Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung.

Die Garantien dieser Bestimmungen bilden daher in diesem Maße ein untrennbares Ganzes.

B.9.6.1. Die angefochtenen Bestimmungen sind nicht mit Gründen versehen, auf deren Grundlage die Ratskammer oder die Anklagekammer das Erscheinen eines Beschuldigten in Untersuchungshaft über Videokonferenz anordnen kann, ohne dessen Zustimmung eingeholt zu haben. Es obliegt diesen Rechtsprechungsorganen, « von Fall zu Fall [...] zu entscheiden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, S. 6).

B.9.6.2 Dass diesen Rechtsprechungsorganen diese Befugnis gewährt wurde, war sicher durch das Bestreben gerechtfertigt, die « umfangreichen Kosten » der Beförderung des Beschuldigten vom Gefängnis zum « Justizpalast » zu senken und die mit dieser Art der Beförderung für die « Sicherheit » verbundenen « Gefahren », wie der Gefahr des Entweichens, zu verringern (*ebd.*, DOC 54-0993/001, S. 3; *ebd.*, DOC 54-0993/004, S. 3; *Vollständiger Bericht*, Kammer, 21. Januar 2016, S. 46-47).

So wie sie formuliert sind, untersagen es die angefochtenen Bestimmungen der Ratskammer oder der Anklagekammer jedoch nicht, das Erscheinen eines Beschuldigten in Untersuchungshaft aus Gründen anzuordnen, die nicht mit dem von diesen Bestimmungen verfolgten Ziel im Zusammenhang stehen.

Im Übrigen können die Kosten für die Beförderung eines Beschuldigten, von denen in den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen die Rede ist, nicht allein den Beschluss der Ratskammer oder der Anklagekammer rechtfertigen, das Erscheinen eines Beschuldigten in Untersuchungshaft über Videokonferenz anzuordnen. Ein solcher Beschluss muss nämlich einen anderen « legitimen Zweck wie beispielsweise eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder die Sicherheit von Zeugen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, S. 6) oder « die Verringerung der mit der Beförderung der Inhaftierten verbundenen Fristen und somit die Vereinfachung und die Beschleunigung der Strafprozesse » verfolgen (EuGHMR, 5. Oktober 2006, *Marcello Viola* gegen Italien, § 70; EuGHMR, 16. Februar 2016, *Yevdokimov u. a.* gegen Russland, § 43).

Dennoch ist es Sache der gesetzgebenden Gewalt, die Fälle ausdrücklich zu bestimmen, in denen diese Rechtsprechungsorgane ein solches Erscheinen anordnen können.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Ermessensbefugnis, die der Ratskammer oder der Anklagekammer bezüglich des Erscheinens des Beschuldigten in Untersuchungshaft über Videokonferenz eingeräumt wird, es diesem nicht erlaubt, die Gründe ausreichend vorherzusehen, aus denen das Rechtsprechungsorgan beschließen könnte, es ihm anzuordnen, über Videokonferenz zu erscheinen, und es daher nicht ausgeschlossen ist, dass nicht vorhersehbare gerichtliche Entscheidungen getroffen werden.

B.10.1. Aus der Begründung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof danach gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 mit Artikel 12 Absatz 2 und Artikel 14 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Nr. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 15 Nr. 1 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte zu befinden, insofern diese Gesetzesbestimmung dadurch, dass sie dem König die Befugnis erteilt, die Modalitäten der Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten in Untersuchungshaft zu bestimmen, eine mit dem Grundsatz der Gesetzmäßigkeit des Strafverfahrens unvereinbare Ermächtigung des Königs enthalte.

B.10.2. Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 hat nicht den Gegenstand, in Anwendung von Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung die « Fälle » zu bestimmen, in denen eine Verfolgung zulässig ist, da er weder bestimmte Verhaltensweisen als Straftaten einstuft, noch die Verfolgung von strafbaren Verhaltensweisen verhindert. Diese Bestimmungen legen auch keine Strafe im Sinne von Artikel 14 der Verfassung fest.

Indem dem König die Befugnis erteilt wird, die Modalitäten der Benutzung der Videokonferenz für bestimmte Beschuldigte zu bestimmen, regelt die angefochtene Bestimmung die « Form » der in Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung erwähnten Verfolgung.

B.10.3. Der Grundsatz der Gesetzmäßigkeit des Strafverfahrens verhindert keine Ermächtigung des Königs, sofern diese Ermächtigung ausreichend genau beschrieben ist und sich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch die gesetzgebende Gewalt festgelegt wurden.

B.10.4.1. Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention findet zwar im Prinzip nicht Anwendung in der Phase vor dem Strafverfahren bei den über die Begründetheit der Strafverfolgung urteilenden Rechtsprechungsorganen; es ist jedoch zu berücksichtigen, dass die Erfordernisse von Artikel 6 eine Rolle spielen können, bevor die Rechtssache beim Tatsachenrichter anhängig gemacht wird, wenn und insofern deren ursprüngliche Missachtung die faire Beschaffenheit des Verfahrens ernsthaft in Gefahr zu bringen droht (EuGHMR, 24. November 1993, *Imbrioscia* gegen Schweiz, § 36). Der vorerwähnte Artikel 6 sowie Artikel 14 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte garantieren nämlich jedem, der sich in Untersuchungshaft befindet, das Recht auf ein faires Verfahren, da das Recht auf persönliche Freiheit ein bürgerliches Recht im Sinne von Artikel 6 dieser Konvention ist.

Das Erscheinen eines Beschuldigten ist « im Interesse eines fairen und gerechten Strafverfahrens von zentraler Bedeutung », insbesondere aufgrund seines Rechtes, angehört zu werden, und der Notwendigkeit, die Richtigkeit seiner Aussagen zu kontrollieren (EuGHMR, 5. Oktober 2006, *Marcello Viola* gegen Italien, § 50; 27. November 2007, *Asciutto* gegen Italien, § 57).

Das Recht eines Beschuldigten auf ein faires Verfahren umfasst das « Recht, wirklich an seinem Verfahren teilzunehmen », was « unter anderem grundsätzlich das Recht beinhaltet, nicht nur an ihm teilzunehmen, sondern auch die Verhandlung anzuhören und zu verfolgen » (EuGHMR, 5. Oktober 2006, *Marcello Viola* gegen Italien, § 53; 27. November 2007, *Zagaria* gegen Italien, § 28; 27. November 2007, *Asciutto* gegen Italien, § 57). Es umfasst auch das Recht, « sich selbst zu verteidigen » oder « sich durch einen Verteidiger [seiner] Wahl verteidigen zu lassen » (Artikel 6 Nr. 3 Bst. c der Europäischen Menschenrechtskonvention), was das Recht voraussetzt, « mit seinem Rechtsanwalt außerhalb der Hörweite eines Dritten zu kommunizieren », das ein « grundlegendes Erfordernis des fairen Verfahrens » darstellt (EuGHMR, Große Kammer, 2. November 2010, *Sakhnovski* gegen Russland, § 97). Der Nutzen des Beistands eines Rechtsanwalts wäre deutlich geringer, wenn es ihm nicht möglich wäre, mit seinem Klienten ohne « Überwachung » zu sprechen und dabei « vertrauliche Anweisungen » zu erhalten (EuGHMR, Große Kammer, 2. November 2010, *Sakhnovski* gegen Russland, § 97). Das Recht, effektiv von einem Anwalt verteidigt zu werden, gehört zu den Grundbestandteilen des fairen Verfahrens (EuGHMR, 5. Oktober 2006, *Marcello Viola* gegen Italien, § 59; 27. November 2007, *Asciutto* gegen Italien, § 58).

Die Teilnahme eines Beschuldigten an dem Strafverfahren über Videokonferenz ist nur mit dem Recht auf ein faires und öffentliches Verfahren vereinbar, wenn mit dem Einsatz dieser Kommunikationstechnik ein legitimer Zweck verfolgt wird und wenn der Beschuldigte in der Lage ist, das Verfahren zu verfolgen, ohne technische Hindernisse angehört zu werden und in effizienter und vertraulicher Weise mit seinem Rechtsanwalt zu kommunizieren (EuGHMR, 5. Oktober 2006, *Marcello Viola* gegen Italien, § 67; Große Kammer, 2. November 2010, *Sakhnovski* gegen Russland, § 98).

B.10.4.2. Bei den Vorarbeiten zum Gesetz vom 29. Januar 2016 hat eine Abgeordnete erläutert, dass der König zum Zeitpunkt der Bestimmung der Modalitäten der Benutzung der Videokonferenz in Anwendung von Artikel 9 dieses Gesetzes die Notwendigkeit, dass es der Ratskammer oder der Anklagekammer, die über das Erscheinen über Videokonferenz entscheidet, möglich sein müsse, eine « interaktive Verhandlung » zu führen, bei der es dem Beschuldigten erlaubt ist, « in die Verhandlung einzugreifen » und « die Verhandlung 'live' zu verfolgen », sowie die Notwendigkeit, dass es dem Beschuldigten möglich sein müsse, « in vertraulicher Weise mit seinem Rechtsanwalt zu sprechen », berücksichtigen müsse (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, S. 6; Kammer, 2015-2016, 21. Januar 2016, CRIV 54 PLEN 095, S. 48). Dieselbe Abgeordnete war der Ansicht, dass der König dem Rechtsanwalt, der sich im Sitzungssaal befindet, ermöglichen müsse, « persönlich telefonisch » mit dem « Inhaftierten, der sich im Gefängnis befindet, zu sprechen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-0993/004, S. 6).

Bei diesen Vorarbeiten hat der Justizminister auch betont, dass « die Umstände einer Videokonferenz denen eines persönlichen Erscheinens in einem einzigen Raum entsprechen müssen » und dass eine « Videokonferenz in Strafsachen eine relativ komplexe Anlage erfordert, die den höchsten Qualitätsstandards genügt, » es dem « Klienten » und dem « Rechtsanwalt » ermöglichen muss, « vertraulich miteinander zu sprechen », und den Richter « in die Lage versetzen » muss, « die verschiedenen Parteien gleichzeitig zu sehen » (*ibd.*, S. 7). Er hat auch auf den nach einem « Ersuchen der Europäischen Kommission » « festgelegten [...] Rahmen » verwiesen (*ibd.*, S. 7) und die Ansicht geäußert, dass der Königliche Erlass zur Ausführung von Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 vorsehen könne, dass « der Rechtsanwalt und der Verdächtige zusammen sein müssen » (*ibd.*, S. 7).

B.10.4.3. Diese Präzisierungen sind jedoch nicht in das Gesetz eingeflossen, obgleich es sich in Anbetracht der in B.10.4.1 erwähnten Erfordernisse des Rechts auf ein faires Verfahren um wesentliche Elemente in Bezug auf das Erscheinen über Videokonferenz handelt.

Weder Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 noch irgendeine andere Gesetzesbestimmung garantiert dem Beschuldigten, der sich in Untersuchungshaft befindet und den die Ratskammer oder die Anklagekammer verpflichtet, über Videokonferenz zu erscheinen, dass er in der Lage sein wird, tatsächlich am Verfahren teilzunehmen, ohne technische Hindernisse angehört zu werden und in vertraulicher Weise mit seinem Rechtsanwalt zu kommunizieren.

Das Gesetz trifft auch keine Aussage über den Aufenthaltsort des Rechtsanwalts des Beschuldigten, der sich in Untersuchungshaft befindet, im Fall des obligatorischen Erscheinens seines Klienten über Videokonferenz. Es präzisiert nicht, ob dieser Rechtsanwalt verpflichtet sein wird, bei der Verhandlung im selben Saal wie die Mitglieder des Rechtsprechungsorgans, das entscheiden soll, physisch anwesend zu sein, oder ob er sich am selben Ort wie sein Klient befinden kann. Es enthält ebenfalls keine Garantien dazu, wie der Beschuldigte in vertraulicher Weise mit seinem Beistand sprechen kann, wenn dieser sich nicht physisch an seiner Seite befinden sollte.

Durch die angefochtene Bestimmung wird die dem König erteilte Befugnis auch nicht durch einen Verweis auf « Qualitätsstandards » oder den « Rahmen », der auf Initiative der Europäischen Union erstellt wurde und von dem in den Vorarbeiten die Rede ist, eingegrenzt.

B.10.4.4. Durch die Ermächtigung, die « Modalitäten der Benutzung der Videokonferenz » zu regeln, wird in Artikel 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 daher dem König eine Befugnis eingeräumt, die über die Ausführung der wesentlichen Elemente, die vorher von der gesetzgebenden Gewalt festgelegt wurden, hinausgeht.

B.11. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Artikel 2 bis 9 des Gesetzes vom 29. Januar 2016 gegen Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Nr. 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 15 Nr. 1 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte verstoßen.

Der erste Klagegrund ist in diesem Maße begründet.

Das angefochtene Gesetz ist deshalb für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt das Gesetz vom 29. Januar 2016 über die Benutzung der Videokonferenz für das Erscheinen von Beschuldigten in Untersuchungshaft für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. Juni 2018.

Der Kanzler,
F. Meersschaut

Der Präsident,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/201803]

Uittreksel uit arrest nr. 43/2018 van 29 maart 2018

Rolnummer 6595

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 28, § 1, 3^o en 4^o, en § 2, en artikel 108, eerste lid, 2^o, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, ingesteld door P.M. en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters A. Alen en J. Spreutels, de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, en, overeenkomstig artikel 60*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter E. De Groot, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter E. De Groot,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 januari 2017, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 28, § 1, 3^o en 4^o, en § 2, en artikel 108, eerste lid, 2^o, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 2016) door P.M., N. G.d.M. en P. V.d.S., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Antwerpen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de context van de bestreden bepalingen

B.1. Uit de wordingsgeschiedenis van de wettelijke bepalingen die de huidige wetgeving inzake overheidsopdrachten voorafgaan, blijkt dat volledige mededinging en transparantie de grondbeginselen zijn voor de aanschaf van diensten door de overheid (*Parl. St.*, Senaat, 1961-1962, nr. 364, pp. 2-3).

B.2. Aldus werd de openbare aanbesteding de regel bij de aanschaf van diensten door de overheid. Die regel werd in de loop der jaren door de wetgever verzacht door ook in andere plaatsingsprocedures te voorzien (*Parl. St.*, Senaat, 1961-1962, nr. 364, pp. 4-5). Derhalve zijn er thans verschillende procedures en daarmee verbonden voorschriften voor het plaatsen van diensten. Die procedures en voorschriften staan onder een grote invloed van het recht van de Europese Unie.